

Études d'histoire religieuse



Philippe Prévost, *La France et le Canada d'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, Saint-Boniface (Manitoba), Les Éditions du Blé, 1994, xii-492 p. 40 \$

Pierre Savard

Volume 62, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1007195ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1007195ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Savard, P. (1996). Review of [Philippe Prévost, *La France et le Canada d'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, Saint-Boniface (Manitoba), Les Éditions du Blé, 1994, xii-492 p. 40 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 62, 96–99.
<https://doi.org/10.7202/1007195ar>

manque pas de souligner les vocations issues de la population franco-américaine, afin de souligner la vitalité de son catholicisme.

Les autres articles portent sur la vie religieuse et spirituelle des Franco-Américains. Marcelle Guérette-Fréchette présente un périodique catholique: *La Semaine paroissiale*. Elle en fait une chronique de la vie religieuse mais d'autres y verraient un beau laboratoire pour une étude de l'encadrement religieux des fidèles par les dominicains. Ces derniers connaissent plus d'une stratégie: l'implantation d'un culte à sainte Anne à Fall River est du nombre. Le père Pierre-E. Lachance démontre que l'établissement de cette dévotion devint possible grâce à la familiarité des fidèles avec le sanctuaire de Beaupré, au Québec. La vigueur de la ferveur religieuse populaire se manifeste à son mieux lorsque des manifestations spectaculaires lui donnent forme. Jeanne Savard Bonin présente la vie de la stigmatisée Marie-Rose Ferron, qu'elle a elle-même connue, comme un symbole de la foi des Franco-Américains. Normand-R. Beaupré observe que certains personnages ayant réputation de thaumaturges se gagnèrent la confiance des fidèles. Dans la même ligne, Robert-B. Perreault relate l'existence d'une croyance actuelle aux pouvoirs guérisseurs d'une statue de la Vierge, à Manchester. Ces articles fournissent des matériaux utiles pour l'étude du phénomène religieux.

S'il n'offre pas à son lecteur une synthèse homogène des connaissances sur le rapport entre confession et ethnie, l'ouvrage permet sans contredit d'établir le catholicisme franco-américain comme un champ d'investigation fort valable pour les diverses disciplines s'intéressant aux impacts d'une appartenance confessionnelle sur une population.

Claude Gilbert
Université Laval

* * *

Philippe Prévost, *La France et le Canada d'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, Saint-Boniface (Manitoba), Les Éditions du Blé, 1994, xii-492 p. 40 \$

Cette synthèse d'un quart de siècle d'action de la France dans les affaires politiques, économiques et culturelles du Canada comble un vide dans l'historiographie des rapports entre les deux pays. En effet, les vingt-cinq dernières années ont vu des études neuves surtout sur le 19^e siècle et sur le temps fort du voyage du général de Gaulle en 1967. Les années de l'entre-deux-guerres et celles de la Deuxième Guerre mondiale restaient des terres en friche, si on excepte de rares travaux comme la thèse de doctorat inédite de Luc Roussel sur les relations culturelles, présentée à l'Université Laval en 1983.

Un premier mérite de cet ouvrage est de s'intéresser à l'action de la France tous azimuts. Les relations économiques et financières sont analysées avec soin depuis le traité de 1922 jusqu'à 1944. Les pages sur la Compagnie aérienne franco-canadienne et sur la contrebande de l'alcool comptent parmi les plus colorées du livre. L'aide de la France dans le domaine de l'enseignement est particulièrement mise en valeur; on y trouve du nouveau sur des sujets effleurés ailleurs: l'Institut scientifique franco-canadien, les instituts d'études médiavales de Toronto et d'Ottawa, les premières années des collèges Stanislas et Marie-de-France de Montréal. Quant à la préhistoire de l'ambassade de France à Ottawa, elle donne lieu à un développement foisonnant de renseignements. Nous évoquons plus bas les chapitres importants sur la politique «religieuse» de la France au Canada. Dans les pages consacrées aux années de la Deuxième Guerre mondiale, l'auteur apporte du neuf en dégagant le rôle de Gabriel Bonneau, l'homme de la France libre au Canada.

Le lecteur risque souvent d'être noyé dans les détails, mais cette somme restera un ouvrage indispensable sur la période. L'auteur y défend avec énergie la thèse que si les relations économiques ne furent pas ce qu'elles auraient pu être, ce fut faute d'«hommes de valeur». En terminant, il regrette que Paris n'ait jamais eu de «politique canadienne». Pour lui, les années 1920 et les années 1960 furent deux «moments d'espérance» dans les relations canadiennes, mais dans les deux cas, «l'élan s'est brisé». Il soutient que la belle époque des échanges scientifiques franco-canadiens se situe dans les années 1930. Il confirme l'observation que les relations sont alors plus aisées pour les officiels français avec les libéraux canadiens-français comme le sénateur Dandurand qu'avec les nationalistes comme l'abbé Groulx; il en fournit l'illustration par la création du collège Stanislas. Sur ce dernier point, l'auteur exagère peut-être le sous-développement de l'enseignement classique. Il aurait pu compléter son information tout en confirmant bien de ses dires dans la synthèse *Les collèges classiques* de Claude Galarneau.

Le second mérite de l'ouvrage c'est la richesse et la diversité de sa documentation. L'auteur a réalisé des dépouillements d'archives considérables à Paris et à Londres. Correspondance diplomatique et consulaire, papiers de fonctionnaires et de responsables religieux ont été scrutés avec soin. Une quarantaine de témoins ont été interrogés; il apportent des renseignements (et souvent des jugements) qui complètent les sources archivistiques. L'auteur a aussi consulté des thèses et mémoires inédits préparés des deux côtés de l'Atlantique. Sa bibliographie constitue donc le point de départ obligé de tout chercheur sur la période.

Trois chapitres de l'ouvrage sont consacrés à la politique religieuse de la France au Canada durant les années 1920 et 1930. S'appuyant sur une riche documentation d'archives non exploitée jusqu'à ce jour (correspondance des ambassadeurs de France à Rome, correspondance des consuls au Canada, papiers Louis Canet...), l'auteur apporte du neuf sur trois grandes questions: les nominations épiscopales au Canada, la défense du français et du bilinguisme, et la levée de la condamnation de l'Action française.

L'auteur rappelle d'abord la lutte entre Canadiens français et Canadiens irlandais catholiques pour le contrôle des sièges épiscopaux en Acadie, en Ontario et dans l'Ouest. Puis il retrace de 1922 à 1940 les péripéties entourant la plupart des nominations aux sièges disputés entre «irlandais» et «canadiens français». On voit comment les évêques et même les chefs politiques canadiens-français se retrouvent aux côtés des diplomates et hommes politiques français dans un même combat pour la défense de la langue. On voit aussi plus clairement que jamais auparavant le rôle de l'ambassade de la France auprès du Saint-Siège dans ces affaires.

L'auteur soutient avec vigueur que du début de son pontificat en 1922 jusqu'en 1931, Pie XI fait preuve «d'hostilité sournoise» à l'égard de la France. Il attribue cette attitude à la «germanophilie» du Pape qui continue sur ce point l'attitude de son prédécesseur, attitude aux fâcheuses conséquences pour la défense du français au Canada. Par exemple, à la mort de Mgr Mathieu, évêque de Régina, en 1929, Rome divise l'archidiocèse en deux: Régina, située dans la partie la plus riche de l'archidiocèse, est confiée à un évêque irlandais tandis que Gravelbourg, plus pauvre, est confiée à un évêque canadien-français. Durant toutes ces années, le parti irlandais a l'oreille de Rome. Le clergé et les autorités politiques canadiens-français cherchent tout naturellement des appuis auprès des autorités religieuses et civiles de la France. Dans ce combat commun pour la défense du français, celles-ci ne leur ménagent point leur aide. Rappelons ici que l'anticléricalisme n'est pas un objet d'exportation pour la République. Ses dirigeants et ses diplomates comprennent bien le rôle du clergé catholique dans l'expansion et la consolidation de la culture française dans le monde.

Dans ces pages «religieuses», l'auteur apporte beaucoup de renseignements inédits et il éclaire autant l'histoire ecclésiastique du Canada que celle de la politique religieuse de la Troisième République. Mais n'exagère-t-il pas la germanophilie de Benoît XV et de Pie XI? *Audietur et altera pars*: l'exploration des archives vaticanes encore inaccessibles pour la période après 1922 permettra peut-être de nuancer ses jugements. Par contre, on y trouvera sans doute confirmation que Rome continue longtemps à voir dans la langue anglaise le véhicule d'avenir du catholicisme en Amérique du Nord (à l'exception du Québec).

Après 1935, l'auteur note un net changement dans l'attitude du Pape. L'assassinat du chancelier Dollfuss et la tentative de coup d'État des nazis en Autriche aurait été le point tournant. Pie XI, assisté de son Secrétaire d'État, le cardinal Pacelli, se rapproche nettement dès lors des intérêts français. Ce revirement, selon l'auteur, se traduit par le choix au Canada d'évêques francophones ou du moins non hostiles aux francophones tant dans l'Ouest que dans les Maritimes.

La condamnation de l'Action française en 1926 a eu au Canada des suites encore mal étudiées jusqu'à ce jour. L'auteur rappelle que ce coup porté au nationalisme marqua un tournant dans la vie de Henri Bourassa. La condamnation aide aussi à comprendre la bataille perdue des Sentinellistes de la Nouvelle-Angleterre. L'auteur retrace les tentatives de réconciliation entre l'Action française et Pie XI, toutes sans résultats. Il montre bien comment Pie XI pour sa part réussit à faire aboutir les choses par les bons offices du cardinal Villeneuve en 1939. L'auteur qualifie «d'erreur», «d'injustice» et de «faute» la condamnation de l'Action française, qui a affaibli le nationalisme français et l'influence de la France dans le monde. Par voie de conséquence, cette condamnation a eu un effet néfaste sur la défense du français tant en Nouvelle-Angleterre que dans le Canada hors Québec. Tout sympathique que l'on soit à l'endroit de la défense du français, on peut se demander si la levée de la condamnation n'a pas fait le jeu en France et ici des tenants de l'utilisation de l'Église par le pouvoir politique. De plus, l'auteur réduit la question de la condamnation à une affaire purement politique et fait bon marché des réserves de Rome face à la philosophie de Maurras.

En somme, cet ouvrage touffu et aux jugements parfois discutables se distingue tant par l'étendue de ses vues que par la richesse et la nouveauté de sa documentation. Foisonnant de chiffres, de dates et de noms, il est remarquablement exempt d'erreurs et de coquilles. Tout au plus faut-il rétablir dans la bibliographie le prénom de Sylvain Simard et faire remonter le Saint-Laurent par de Gaulle en 1967 sur le *Colbert* et non le *France*.

Pierre Savard
Département d'histoire
Université d'Ottawa

* * *